



ÉVASION FISCALE ET PARADIS FISCAUX

Tout comprendre sur l'injustice fiscale pour mieux la combattre



OXFAM
France

Introduction

Panama Papers, Paradise Papers, MauritiusLeaks, SwissLeaks, taxe GAFA... Très régulièrement, le sujet de l'évasion fiscale fait la Une de l'actualité. Pourtant, scandales après scandales, des milliards sont détournés, les gouvernements dénoncent mais rien ne change, et les grands évadés fiscaux ne sont pas inquiétés.

L'ampleur et la complexité des cas d'évasion fiscale peuvent donner l'impression que cette question dépasse les responsables politiques et qu'ils ne peuvent pas agir face à un système parfaitement rodé au profit d'une élite fortunée et d'entreprises multinationales.

Pourtant, il est possible d'enrayer cette spirale infernale. Oxfam travaille à décrypter les rouages et les failles de la fiscalité internationale, propose des solutions et mobilise le pouvoir citoyen pour demander aux gouvernements de prendre des mesures contraignantes et ambitieuses.

Plus que jamais, il faut agir contre le fléau de l'évasion fiscale qui alimente gravement les inégalités et la pauvreté.

Sommaire

1. Qu'est-ce que l'évasion fiscale ?	3
1.1. Fraude, optimisation, évasion : comment se repérer ?	3
1.2. L'enfer des paradis fiscaux	5
1.3. Qui sont les gagnants de l'évasion fiscale ?	8
2. Pourquoi est-ce un problème ?	9
2.1. L'impact sur le revenu des Etats	10
2.2. L'impact sur les pays en développement	10
2.3. Zoom : Le jeu trouble des Pays-Bas en Ouganda	13
3. Quelles solutions pour lutter contre l'évasion fiscale ?	15
3.1. Quelles avancées depuis dix ans ?	15
3.2. Les demandes d'Oxfam aux gouvernements	17
3.3. Les actions à mener par le pouvoir citoyen	18

1. Qu'est-ce que l'évasion fiscale ?

1.1. Fraude, optimisation, évasion : comment se repérer ?

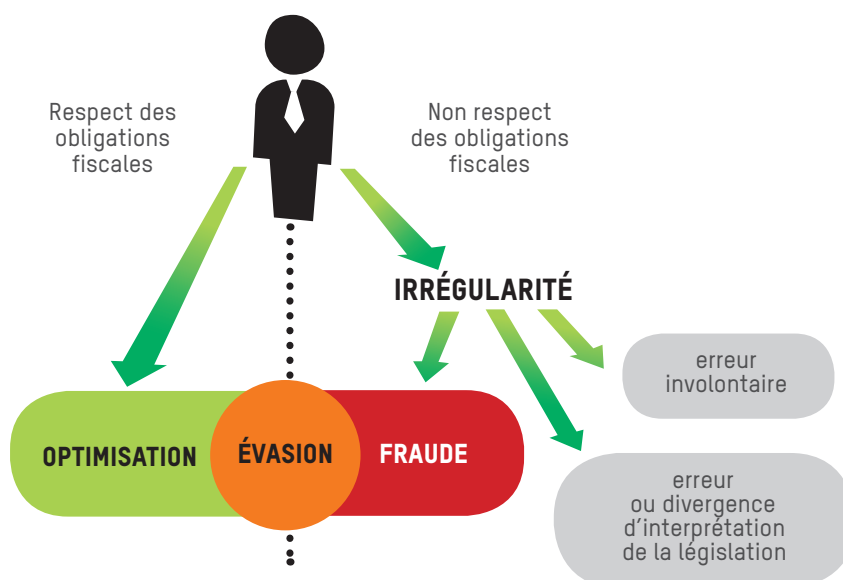
Il est parfois difficile de comprendre ce qui se cache derrière l'expression d'évasion fiscale. On l'associe souvent à « optimisation fiscale » ou « fraude fiscale ». Les trois termes sont très liés mais recouvrent des réalités différentes.



La fraude : c'est le fait pour un contribuable – particulier ou une entreprise – de contourner volontairement la législation fiscale par des moyens illégaux. La fraude expose ceux qui la pratiquent à des sanctions judiciaires. Comme exemples on peut citer la fraude à la TVA, la fraude à l'impôt sur les sociétés, des comptes bancaires dissimulés à l'étranger, l'usage d'une fausse identité ou de faux documents.

L'optimisation : c'est le fait d'échapper à l'impôt par des moyens légaux, à l'aide de niches fiscales ou de régimes dérogatoires par exemple. Elle est basée sur une « réelle substance économique », c'est-à-dire un vrai projet, de réelles activités avec de « vraies » personnes pour les réaliser. Par exemple, investir dans un secteur en particulier pour bénéficier d'un crédit d'impôt est basé sur un vrai projet qui aura des retombées économiques concrètes. Si l'optimisation est légale, elle peut être juridiquement considérée comme illégale lorsqu'elle utilise des moyens illégaux ou si elle constitue un abus de droit, une injustice.

L'évasion fiscale : c'est une « zone grise » à l'intersection de l'optimisation et de la fraude. Elle recouvre l'ensemble des comportements des particuliers ou des entreprises qui visent à réduire le montant des impôts dont ils doivent normalement s'acquitter via des montages sans véritable substance économique justifiant ces comportements. C'est le cas lorsque des particuliers ou des entreprises délocalisent artificiellement leurs revenus ou leurs bénéfices dans un pays différent de celui où ils ont leurs activités économiques, et où les taux d'imposition sont très faibles, voire nuls comme dans les « paradis fiscaux ».



Source : Rapport du Sénat, l'évasion fiscale des capitaux et des actifs hors de France et ses incidences fiscales, juillet 2012

Des failles exacerbées par la mondialisation

L'évasion fiscale consiste à abuser des failles du système fiscal actuel qui est dépassé car il ne correspond plus à la réalité du monde économique d'aujourd'hui.

L'évasion fiscale consiste à abuser des failles du système, **un système fiscal dépassé car il ne correspond plus à la réalité du monde économique d'aujourd'hui**. Bien que jouant sur un terrain plus ou moins légal, l'évasion fiscale profite surtout du flou juridique entraîné par les changements profonds qu'a connus l'économie mondiale ces dernières décennies.

La mondialisation et la complexification des chaînes de valeurs, auxquelles s'ajoute plus récemment la digitalisation de l'économie, ne sont pas encore bien intégrées dans les législations fiscales des Etats qui se basent encore principalement sur des règles fixées au début du 20ème siècle sur le modèle de l'entreprise traditionnelle taxée dans le pays où elle est présente.

Avec la digitalisation de l'économie mondiale, les multinationales, à commencer par les géants du numérique, peuvent réaliser des profits dans un pays sans y être physiquement présent. Ce problème ne va faire que s'accroître avec le développement de **l'économie digitalisée qui représente actuellement entre 15 et 20% du PIB mondial**, un taux qui va continuer à augmenter dans les prochaines années.



© Oxfam / Tineke D'haese

1.2. L'enfer des paradis fiscaux

Les paradis fiscaux sont les premiers maillons de la chaîne de l'évasion fiscale. Sans eux, les grandes entreprises et riches particuliers ne pourraient pas pratiquer l'évasion fiscale.

Un paradis fiscal est un pays ou un territoire qui a délibérément adopté **des lois et des politiques fiscales permettant à des particuliers ou à des entreprises de réduire au maximum leurs impôts** dans les pays où ils sont réellement actifs.

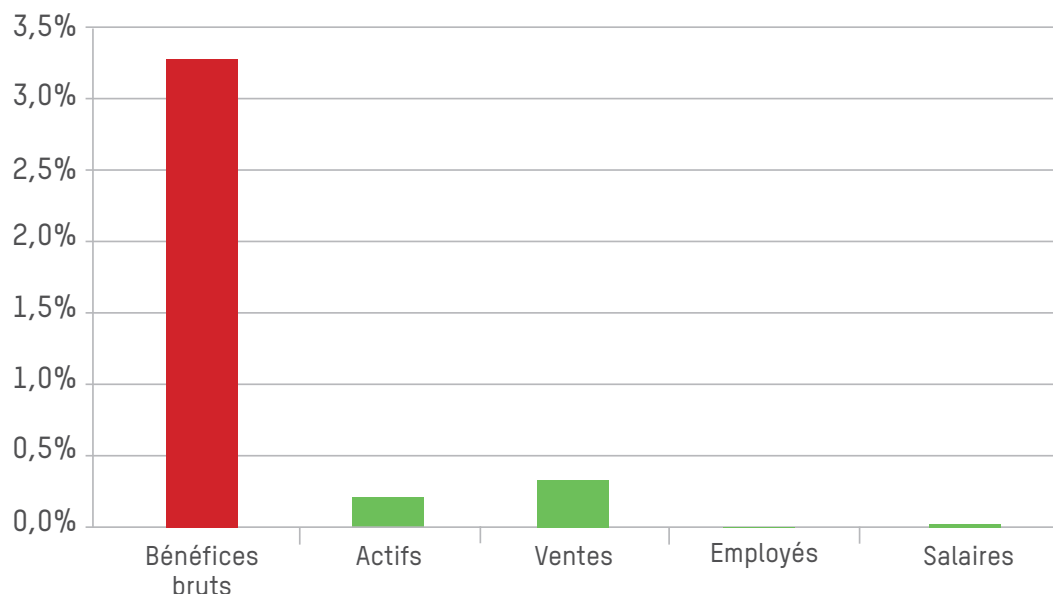
Les paradis fiscaux ont souvent pour caractéristiques communes de proposer :

- **Des avantages fiscaux** à des particuliers ou à des entreprises, sans exiger une réelle activité sur place.
- **Un taux d'imposition très faible**, voire nul.
- **L'absence de transparence** : ces pays ont adopté des lois ou des pratiques administratives qui empêchent l'échange automatique d'informations, notamment dans le cadre de procédures fiscales avec d'autres Etats.
- **Des dispositions légales, administratives ou judiciaires** qui assurent le secret sur l'identité des détenteurs réels des entreprises, trust, etc. ou sur celle des propriétaires d'actifs ou de droits.

Dans le système actuel sans taux d'imposition minimum effectif, les paradis fiscaux sont en droit de pratiquer les taux de fiscalité qu'ils souhaitent. Et il est en effet artificiellement facile pour des entreprises et des grandes fortunes de délocaliser symboliquement une partie de leurs activités à travers des sociétés écrans dans un paradis fiscal ou de réaliser des montages financiers pour **faire transiter les bénéfices via un paradis fiscal pour bénéficier de ses taux avantageux**.

En 2012, les multinationales américaines ont déclaré **80 milliards de dollars de bénéfices aux Bermudes**, où les bénéfices des entreprises sont entièrement exonérés d'impôt. Cela correspond à un montant plus élevé que les bénéfices qu'elles ont déclarés au Japon, en Chine, en Allemagne et en France réunis. Ce montant est si élevé qu'il n'est évidemment pas le reflet des véritables activités économiques qui ont lieu aux Bermudes. Les bénéfices bruts réalisés par les multinationales américaines aux Bermudes représentent 3,3 % de leurs bénéfices avant impôts au niveau international. **Or ces mêmes entreprises ne réalisent que 0,3% de leurs ventes totales aux Bermudes, et la part de leurs employés et coûts salariaux y est minuscule, de l'ordre de 0,01 à 0,02%.**

Part des bénéfices bruts réalisés par les entreprises américaines aux Bermudes



Source : Cobham et Jansky, sur la base de l'US Bureau of Economic Analysis

Les paradis fiscaux ne se limitent pas à des îles lointaines comme le pense souvent l'imaginaire collectif mais sont présents au sein même de l'Europe. Un des pires d'entre eux sont **les Pays-Bas**, qui cumulent un ensemble de pratiques inciter les entreprises à délocaliser artificiellement les bénéfices. Ils accueillent par exemple plus de 14 000 « sociétés écrans », des entreprises, fictives, le plus souvent « offshore »¹ créée dans le but de dissimuler des bénéfices et donc de permettre l'évasion fiscale en toute discrétion. Selon les travaux de l'économiste Gabriel Zucman, 39% des recettes d'impôt sur les sociétés aux Pays-Bas proviennent de profits réalisés à l'extérieur du pays et délocalisés artificiellement aux Pays-Bas : au total ce sont 79 milliards de dollars qui sont délocalisés de pays où la fiscalité est plus élevée, comme la France. Avec leurs nombreux accords fiscaux bilatéraux permettant d'alléger les impôts entre deux pays, les Pays-Bas incitent les entreprises à utiliser le pays pour réaliser des montages fiscaux leur permettant d'éviter de payer l'impôt. Les rescrits fiscaux permettent aussi aux entreprises de négocier en direct leur taux d'imposition avec les Pays-Bas et d'obtenir taux d'imposition ridiculement faibles².

A côté des Pays-Bas, l'Union européenne compte 4 autres paradis fiscaux : le Luxembourg, l'Irlande, Malte et Chypre.

À ce rythme, les entreprises pourraient ne plus payer d'impôt sur les sociétés d'ici 2052.

Les paradis fiscaux créent une logique de nivellement par le bas des impôts sur les sociétés. Face à cette concurrence et l'absence de législation globale, chaque pays se met à pratiquer des taux de plus en plus bas de fiscalité des entreprises dans l'espoir de les attirer. La compétition fiscale menée par les différents Etats a vu le taux moyen d'impôt sur les sociétés de 94 pays passer de 28.4% en 2000 à 21.4% en 2018. **À ce rythme, les entreprises pourraient ne plus payer d'impôt sur les sociétés d'ici 2052.**

¹ Entreprise offshore : une société enregistrée à l'étranger, dans un pays où le propriétaire n'est pas résident. Ces sociétés n'exercent aucune activité économique dans le pays où elles sont domiciliées.

² <https://www.franceculture.fr/economie/les-pays-bas-un-paradis-fiscal-au-coeur-de-leurope>

Oxfam a élaboré sa propre liste de paradis fiscaux en utilisant toutes les informations crédibles disponibles pour identifier un territoire en tant que paradis fiscal : au total une liste de 58 pays qui couvre des critères établis par les organisations de la société civile et les institutions internationales de référence comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque des règlements internationaux, la Commission européenne, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

ANDORRE	ANGUILLA	ARUBA	AUTRICHE	BAHAMAS	BAHREÏN
BARBADE	BELGIQUE	BELIZE	BERMUDES	COSTA RICA	CURAÇAO
CHYPRE	DOMINIQUE	DELAWARE	FIDJI	GIBRALTAR	GRENADE
GUAM	GUERNESEY	HONG KONG	ÎLES CAÏMANS	ÎLES COOK	ÎLE DE MAN
ÎLES MARSHALL	ÎLE MAURICE	ÎLES TURQUES-ET-CAÏQUES	ÎLES VIERGES BRITANNIQUES	ÎLES VIERGES DES ÉTATS-UNIS	IRLANDE
JERSEY	JORDANIE	LABUAN	LIBAN	LIBERIA	LIECHTENSTEIN
LUXEMBOURG	MACAO	MALDIVES	MALTE	MONACO	MONTSERRAT
PAYS-BAS	NIUE	NAURU	PALAU	PANAMA	SAMOA
SAINT-CHRISTOPHE-ET-NIÈVÈS	SAINT-MARTIN	SAINT-MARIN	SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADES	SAINTE-LUCIE	SEYCHELLES
	SINGAPOUR	SUISSE	TONGA	VANUATU	

1.3. Qui sont les gagnants de l'évasion fiscale ?

Y-a-t-il un profil type de personnes bénéficiant de l'évasion fiscale ? Sans pouvoir être capable de dessiner parfaitement les contours de cette pratique due à son opacité, il apparaît tout de même que certains acteurs économiques en bénéficient plus que d'autres :

Tout d'abord, **les très grandes entreprises** qui disposent des ressources et de l'implantation géographique nécessaires pour investir ce genre de pratique et dont les enjeux financiers sont beaucoup plus conséquents. Selon les recherches de Gabriel Zucman, **plus de 40% des profits réalisés par les multinationales seraient délocalisés artificiellement dans les paradis fiscaux à l'échelle mondiale.** Un chiffre colossal !

Plus de 40% des profits réalisés par les multinationales seraient délocalisés artificiellement dans les paradis fiscaux à l'échelle mondiale.

10% du PIB mondial est détenu offshore par des particuliers sous la forme de dépôts bancaires, d'actions, d'obligations et de parts de fonds de placement.

Viennent ensuite **les riches particuliers**, souvent reliés aux grandes entreprises par un système de vases communicants. En effet, au travers des grandes entreprises, ce sont les actionnaires qui bénéficient de cette stratégie. Et comme la majeure partie des titres financiers appartiennent à des particuliers fortunés, l'évasion fiscale enrichit cette petite portion de la population. Ces ultra-riches vont ensuite à leur tour se servir de l'évasion fiscale pour dissimuler leur fortune. **L'équivalent de 10% du PIB mondial est ainsi détenu offshore par des particuliers sous la forme de dépôts bancaires, d'actions, d'obligations et de parts de fonds de placement** – la plupart du temps à travers des sociétés-écrans, des fondations et des trusts.



© Oxfam / Tineke D'haese

2. Pourquoi est-ce un problème ?

L'évasion fiscale ne bénéficie à personne, hormis à une petite élite composée de particuliers fortunés et de grandes multinationales. En privant les Etats de ressources financières essentielles pour financer la lutte contre la pauvreté et les inégalités, **l'évasion fiscale à un coût humain considérable.**

Par définition, parce que l'évasion fiscale est une pratique opaque, chiffrer son montant est un exercice complexe et il existe de ce fait plusieurs estimations.

La plus récente évaluation date de novembre 2020 et vient du réseau international Tax Justice Network. Ses chercheurs ont calculé qu'à l'échelle du monde **les pays perdent au total plus de 427 milliards de dollars d'impôts chaque année en raison de l'évasion fiscale des entreprises et des personnes.** C'est l'équivalent de près de 34 millions de salaires annuels d'infirmières chaque année - soit le salaire annuel d'une infirmière par seconde.

Pour évaluer le phénomène **en France**, Oxfam se réfère aux travaux du syndicat Solidaires Finances publiques qui chiffre le montant de l'évasion fiscale des entreprises ET des particuliers **à au moins 80 milliards d'euros. Cela représente un montant supérieur au budget de l'Éducation nationale** (52 milliards d'euros en 2020), l'un des postes de dépense les plus importants de l'Etat.

La France perd entre 80 et 100 milliards d'euros par an à cause de l'évasion fiscale, c'est plus que le budget de l'Éducation Nationale.

2.1. L'impact sur les revenus des États

Concrètement, les impôts sur les bénéfices des entreprises génèrent des recettes pour les budgets nationaux qui, lorsqu'elles sont investies dans **les services publics tels que l'éducation, la santé, la protection sociale**, réduisent les inégalités.

Lorsque les grandes entreprises et les grandes fortunes ne payent pas leur juste part d'impôt, **elles privent les États de ressources financières considérables**.

Dès lors, deux solutions s'offrent aux États pour combler le manque à gagner généré par l'évasion fiscale :

1. Réduire les dépenses publiques pourtant essentielles et indispensables pour lutter contre les inégalités et la pauvreté ;
2. Ou augmenter d'autres impôts touchant des tranches moins aisées de la société, comme la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), qui représente l'un des impôts les plus injustes car très lourdement payé par les ménages les plus pauvres. Cette tendance est clairement confirmée par les derniers chiffres de l'impôt dans les pays de l'OCDE en part de PIB, où une baisse de 0,8 points du taux d'imposition sur les sociétés entre 2007 et 2014 a été en partie compensée par une hausse de 1,5 points du taux moyen de TVA entre 2008 et 2015.

Dans les deux cas, **ces mesures sont injustes et participent au renforcement de la crise des inégalités en venant fragiliser le système de taxation**.

2.2. L'impact sur les pays en développement

Si l'évasion fiscale sévit sur toute la planète, **ce sont les pays en développement qui sont proportionnellement les plus impactés par l'évasion fiscale**. Selon un rapport de l'ONU paru en septembre 2020, **l'Afrique perdait chaque année près de 89 milliards de dollars en raison de flux financiers illicites**. Et l'évasion fiscale dans les pays en développement représenterait plus de 86 milliards d'euros du fait des entreprises uniquement.

Avec la mondialisation, les pays en développement concluent des conventions fiscales bilatérales avec les pays riches dans le but d'attirer les investissements étrangers et des entreprises multinationales dans leur pays. Mais en raison du manque de règles internationales et à cause de négociations inéquitables, **les pays en développement sont souvent contraints de renoncer à leurs droits à taxer l'activité des entreprises** qui opèrent sur leurs sols et à récolter les recettes de ces impôts.

Or, ces pays, pour la plupart déjà énormément endettés, ont des besoins très importants en termes de financement de leurs services publics de santé ou d'éducation. **Chaque centime détourné pourrait être investi pour améliorer la qualité de vie de milliers de personnes**.



Au Sénégal, les exonérations fiscales accordées au secteur extractif représenteraient un manque à gagner pour le gouvernement de 400 à 500 millions de dollars par an, soit 40% du montant nécessaire pour financer le secteur de la santé.

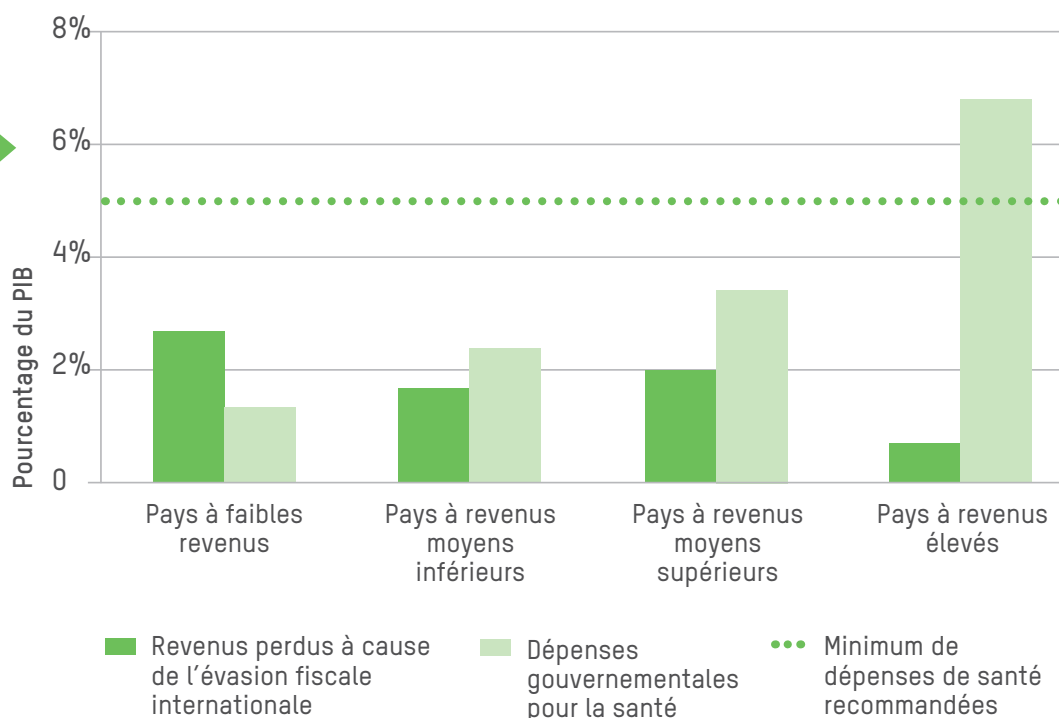
© Scherazade Bouabid / Oxfam

L'évasion fiscale prive les pays en développement de près de 170 milliards de dollars chaque année.

Dans la plupart des pays en développement, les dépenses pour les services de santé sont bien inférieures au minimum nécessaire estimé par l'Organisation Mondiale de la Santé. Ce manque de financement a des conséquences très importantes sur la qualité et l'espérance de vie. Les pertes fiscales des pays à faible revenu peuvent représenter jusqu'à la moitié de leurs budgets de santé publique combinés. Si les revenus étaient justement collectés par les pays, ils permettraient d'améliorer les conditions sanitaires pour des milliers de personnes.

En pourcentage de PIB, la perte de revenus à cause de l'évasion fiscale est bien plus élevée pour les pays en développement.

Source : O'Hare, Bernadette. (2019). International corporate tax avoidance and domestic government health expenditure. Bulletin of the World Health Organization.





Au Vietnam, des milliers de salarié.e.s sont payé.e.s en moyenne 1\$ de l'heure tandis que les patrons des multinationales génèrent des millions de dollars de bénéfices notamment grâce à l'évasion fiscale.

© Sam Tarling / Oxfam

On pourrait croire que baisser les impôts donne une certaine attractivité au pays et participe à son développement. Il n'en est rien. A l'île Maurice, l'un des pires paradis fiscaux du monde - comme l'a rappelé le scandale des **Mauritius Leaks** en 2019 - les inégalités se sont très nettement creusées au cours des 15 dernières années, menaçant les conditions de vie des pauvres.

2.3. Zoom : Le jeu trouble des Pays-bas en Ouganda

L'Ouganda, petit pays d'Afrique de l'Est, a signé des accords bilatéraux avec quelques pays, dont les Pays-Bas, paradis fiscal au cœur de l'Europe, dans le but d'attirer des investissements et des emplois.



VIDEO : [L'argent du pétrole : enquête sur le projet mené par Total en Ouganda](#)

Ces règles fiscales injustes vont priver l'Ouganda d'au moins 300 millions de dollars de recette fiscales au bénéfice de Total et de son partenaire CNOOC

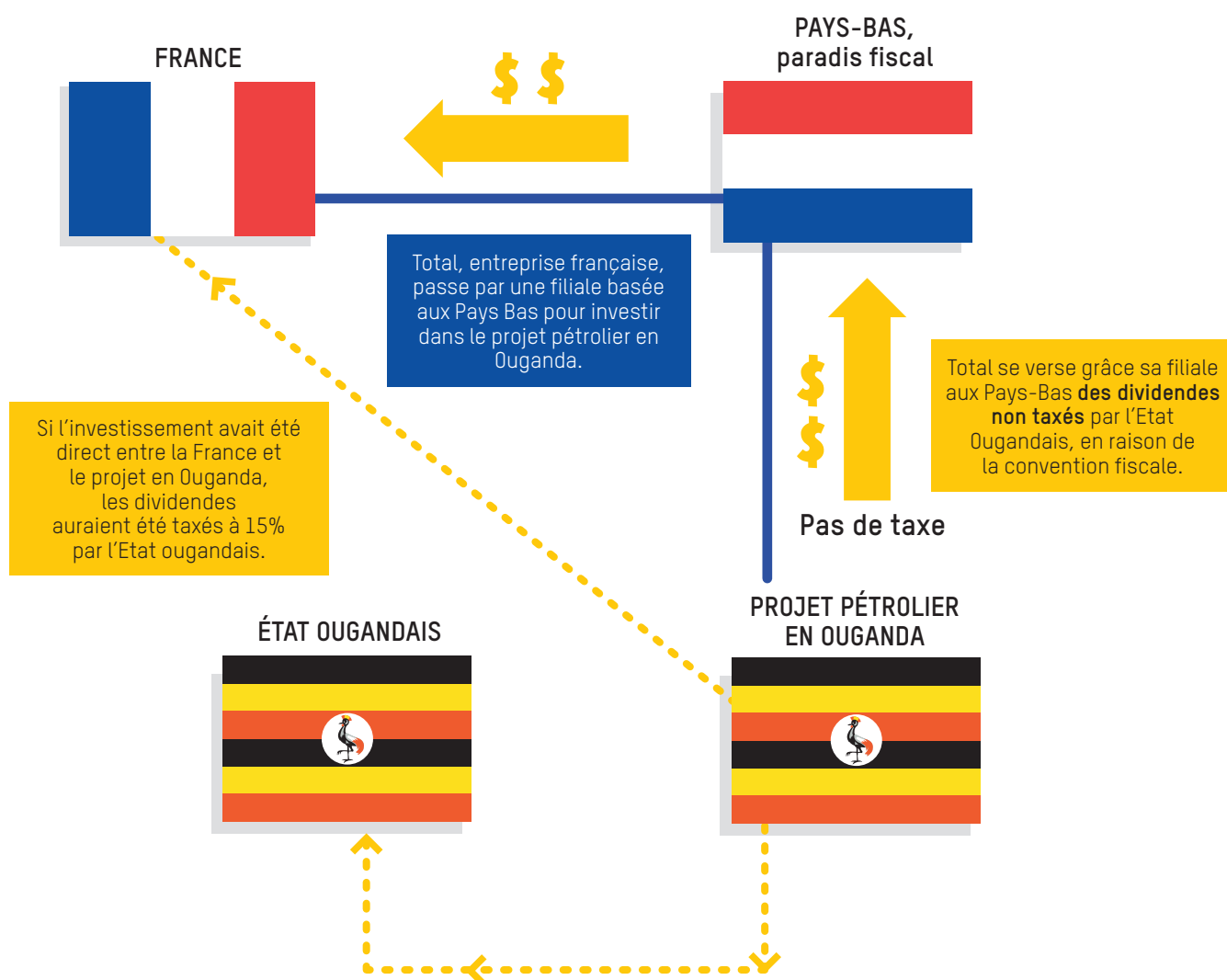
Le problème c'est que ce type d'accords limite ou empêche totalement la capacité de l'Ouganda à prélever des impôts sur différentes formes de paiements transfrontaliers, notamment les dividendes, les intérêts, les redevances et les frais de services techniques. En conséquence, **les multinationales basées aux Pays-Bas sont en mesure de transférer leurs bénéfices hors de l'Ouganda en payant très peu ou pas d'impôts**. Elles s'installent fictivement aux Pays-Bas avant d'entamer un projet en Ouganda. 95 % des IDE néerlandais en Ouganda ne proviennent pas en réalité des Pays-Bas, mais passent simplement par des sociétés boîtes aux lettres néerlandaises à des fins fiscales.

En 2006, du pétrole a été découvert dans le pays. Total, société française, et son partenaire chinois CNOOC ont alors investi un énorme projet d'extraction. **Oxfam Ouganda, Oxfam Novib et Oxfam France ont enquêté pendant plusieurs mois sur ce méga projet pétrolier** qui permettra l'exploitation de 1,4 milliard de barils de pétrole depuis les rives du lac Albert.

Dans un rapport « L'argent du pétrole » publié en octobre 2020, Oxfam a ainsi révélé comment la convention fiscale signée entre l'Ouganda et les Pays-Bas permet aux grandes entreprises comme Total de payer toujours moins d'impôts, et va priver l'Ouganda d'une part équitable des futurs revenus pétroliers.

Ces règles fiscales injustes ont un coût humain car elles vont priver l'Ouganda de près de 300 millions de dollars de recette fiscales, au bénéfice de Total et de son partenaire CNOOC. Et ce chiffre n'est qu'une estimation partielle. Au nom du chantage aux investissements, l'Ouganda perd des millions de dollars de recettes fiscales pourtant essentielles pour financer les services publics et lutter contre la pauvreté. Un Ougandais sur cinq vit dans une pauvreté extrême, et selon la Banque mondiale, la crise actuelle pourrait aggraver le taux de pauvreté du pays de 2,7 points.

Le cas de Total en Ouganda, un schéma pour comprendre



3. Quelles solutions pour lutter contre l'évasion fiscale ?

3.1. Quelles avancées depuis dix ans ?

LES MESURES PHARES DEPUIS 2010

(France, Union européenne et International)

INTERNATIONAL

2013-2015

Négociation de la réforme BEPS* 1 sur la fiscalité des multinationales

Depuis 2019

Négociations BEPS* 2

UNION EUROPÉENNE

2016

Directive pour lutter contre les pratiques d'évasion fiscale

2017

1^{ère} liste noire européenne des paradis fiscaux

Reporting public pays par pays

FRANCE

2013

Loi de séparation et de régulation bancaire

2016

Liste noire paradis fiscaux

2018

Loi contre la fraude fiscale. Ouverture du « verrou de Bercy »

2019

Loi GAFA

*Base Erosion and Profit Shifting Agreement

2013-2015

Une première série de négociations sur la réforme de la fiscalité des multinationales a été menée par l'Organisation de Coopération et de Développement économique (OCDE) entre 2013 et 2015, sous le mandat du G20. Cette réforme appelée BEPS 1 (en anglais « Base Erosion and Profit Shifting Agreement », ou BEPS 1.0) a mis un terme aux pratiques les plus abusives d'évasion fiscale sans remettre en cause en profondeur l'architecture de notre système fiscal qui permet aux grandes entreprises de délocaliser artificiellement leurs bénéfices dans des paradis fiscaux. De nombreux efforts sont encore à poursuivre notamment dans une **réforme BEPS 2 qui devrait aboutir en 2021**. L'intégration des pays en développement au cœur des négociations n'est toujours pas à la hauteur.

2017

L'Union européenne établit pour la 1^{ère} fois une liste noire des paradis fiscaux. C'est une première et une demande forte des ONG depuis des années. Cette liste, nécessaire, manque pourtant d'ambition à bien des niveaux. A cause de critères beaucoup trop faibles, **cette liste n'est pas crédible car elle ne contient pas l'ensemble des paradis fiscaux les plus notoires.** Par exemple, les Bermudes, Hong Kong ou encore Singapour sont absents de la liste, tout comme les paradis fiscaux européens : Chypre, l'Irlande, le Luxembourg, Malte et les Pays-Bas. En effet, l'Union européenne se refuse à examiner la situation de ses Etats membres.

2018

En France, le Parlement adopte la Loi contre la fraude fiscale. Après des années de mobilisation de la société civile et une campagne de plusieurs mois d'Oxfam France, les députés ont adopté à l'unanimité **l'ouverture du « verrou de Bercy »** qui permettra aux fraudes fiscales les plus graves de faire enfin l'objet de poursuites judiciaires et de condamnations publiques. C'est un premier pas très important vers la fin de l'impunité des fraudeurs fiscaux en col blanc. Avant cela, sur environ 16 000 infractions constatées chaque année, moins de 1 000 dossiers étaient transmis à la justice et très peu aboutissaient à des condamnations à de la prison ferme.

2019

En juillet 2019, la France décide de mettre en place une taxe GAFA du nom de ces géants du net (dont Google, Apple, Facebook et Amazon) qui, de par leurs activités principalement virtuelles sont très peu taxés. Le problème c'est que **cette taxe est beaucoup trop faible. Elle ne s'élèvera qu'à 3% du chiffre d'affaire numérique et ne devrait concerner qu'une trentaine d'entreprises.**

Après avoir gelé la mise en place pendant un an, sous la pression des Etats-Unis, la France devrait collecter les fruits de cette taxe pour la première fois en décembre 2020, et **cela devrait représenter à peine 350 millions d'euros**, c'est bien peu par rapport 80 à 100 milliards d'euros annuels que coûtent l'évasion fiscale au budget de l'Etat. Et faute d'un ciblage assez large, certains GAFA (Apple et Amazon, notamment) ont reporté le coût de la taxe sur les utilisateurs et au final ne seront donc pas impactés du tout. Pour s'attaquer réellement aux GAFA, il faut revoir en profondeur notre système fiscal international qui leur permet d'échapper à l'impôt. En attendant, la France devra renforcer le ciblage de la taxe GAFA pour éviter un report sur les utilisateurs.

3.2. Les demandes d'Oxfam aux gouvernements

L'évasion fiscale n'est pas une fatalité. Il est possible de proposer un système fiscal qui permettrait une véritable justice au niveau mondial.

La révolution fiscale passera par une profonde réforme, au niveau international, qui exige des multinationales qu'elles payent une juste part d'impôt là où elles ont une activité réelle et par un rééquilibrage des règles du jeu en faveur des pays en développement qui sont proportionnellement les plus impactés par l'évasion fiscale.

Oxfam travaille depuis de nombreuses années sur le sujet et a identifié **une liste de cinq mesures concrètes qui permettraient de combattre efficacement ce problème.**

1. **S'accorder sur de nouvelles règles fiscales internationales.** Ces règles doivent notamment inclure la mise en place au niveau international d'un taux d'imposition minimum effectif juste, applicable à tous les pays sans exception. Les nouvelles règles fiscales internationales doivent aussi permettre de taxer les entreprises là où elles ont une activité économique réelle, sans qu'elles puissent délocaliser artificiellement leurs bénéfices dans des paradis fiscaux, c'est ce qu'on appelle la taxation unitaire.
2. **Renégocier les droits d'imposition**, en particulier pour les pays en développement. De nombreuses conventions fiscales ont pour conséquence de permettre à des multinationales de ne pas payer d'impôts, et ce dans aucun pays où elles ont une activité. Les pays riches ont la responsabilité d'assurer une fiscalité équitable à travers leurs investissements et les projets qu'ils financent. Les gouvernements des pays en développement doivent, quant à eux, réviser ou abroger leurs conventions fiscales, en introduisant des mesures de retenues à la source et en prenant des dispositions anti-abus strictes en matière de fiscalité.
3. **Mettre fin au secret fiscal des entreprises** en veillant à ce que toutes les multinationales publient des rapports financiers publics pour chaque pays où elles exercent leurs activités.
4. **Etablir une liste noire mondiale des paradis fiscaux** dans chaque pays. Cette liste doit être fondée sur des critères objectifs et exhaustifs, et assortie de sanctions pour éviter le recours aux paradis fiscaux.
5. **Renforcer la gouvernance fiscale mondiale**, en créant un organisme fiscal international, où chaque pays pourrait participer et contribuer sur un pied d'égalité pour faire en sorte d'établir un régime fiscal efficace pour tous.

3.3. Les actions à mener par le pouvoir citoyen

Si l'Etat et les entreprises ne s'impliquent pas encore suffisamment dans la lutte contre l'évasion fiscale, **il reste un vivier important pour solutionner ce problème : celui du pouvoir citoyen.**

Contrairement à ce que l'on pense, il existe de nombreuses solutions concrètes pour agir à son échelle contre l'évasion fiscale. A titre individuel, chacun peut :

- **S'informer** sur le sujet à travers nos rapports et notre travail de plaidoyer,
- **Partager** nos communications sur les réseaux sociaux,
- **S'engager** en tant que bénévole,
- **Prendre part** à des actions d'interpellation en ligne,
- **Faire un don** pour financer notre travail d'influence auprès des décideurs politiques et économiques.

Toutes ces actions, qui ne peuvent prendre forme que grâce à un **vrai engagement collectif**, se traduisent par **des avancées concrètes**. Elles sont par exemple essentielles pour permettre à tout-un-chacun d'**accéder à l'éducation, à la santé, et à la justice sociale**. Les messages portés doivent donc être visibles de tous pour un plus grand impact.



VIDEO : [Témoignage : comment la lutte contre l'évasion fiscale et les inégalités permet de donner accès à l'éducation pour tou.te.s](#)



WWW.OXFAMFRANCE.ORG

Suivez-nous sur les réseaux sociaux

